



Études et éclairages

La Chine, premier déficit commercial bilatéral de la France de 2008 à 2020

N°91 - Publiée le 07/01/2022

<http://lekiosque.finances.gouv.fr>

Malgré l'intégration de la Chine à l'OMC fin 2001, notre déficit commercial avec ce pays a continué de se détériorer pour atteindre 27,2 Md€ en 2019 contre 5,7 Md€ en 2000. Il est ainsi depuis 2008 le déficit bilatéral le plus élevé de la France. Sa croissance, vigoureuse pendant la décennie 2000-2010, a ralenti nettement entre 2011 et 2019. Le dynamisme des importations deux fois supérieur à celui des exportations entre 2000 et 2019 explique cette croissance.

Si le textile-habillement-cuir-chaussures est resté la catégorie de produits la plus importée de Chine, la nature économique et technologique des produits provenant de ce pays s'est transformée. En effet, poussé par la vigueur de la demande en téléphones et en équipements de communication, le niveau technologique des importations originaires de Chine s'est accru. La part des biens d'investissement a augmenté entre 2000 et 2019 pour les mêmes raisons. À l'inverse, la part des biens de consommation a diminué sur la période.

Portée par la forte compétitivité de l'aéronautique européenne, la part des biens de haute technologie dans nos exportations vers la Chine a crû entre 2000 et 2019 au détriment de ceux moins avancés technologiquement. Outre les produits de haute technologie, les ventes de produits haut de gamme (textile, boissons, parfums et cosmétique) ont également contribué à la hausse des exportations françaises vers la Chine, mais dans une moindre mesure que ceux de haute technologie.

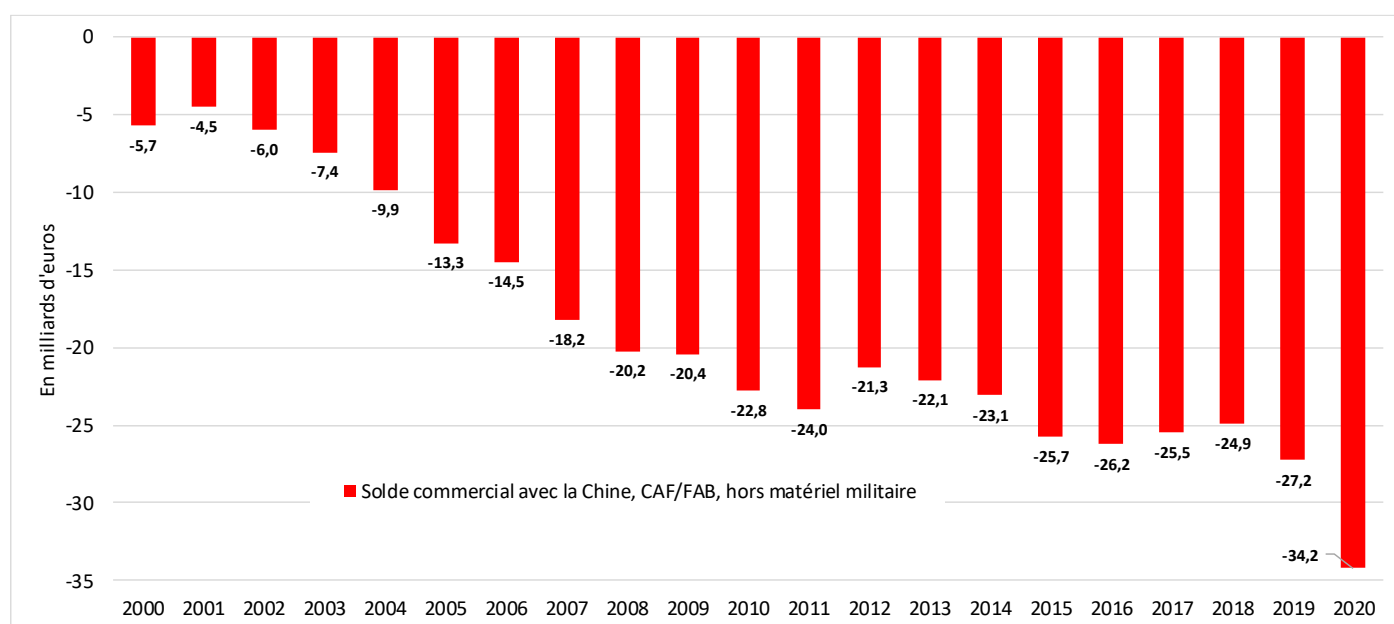
La Chine¹ est devenue membre de l'OMC le 11 décembre 2001. Les obstacles aux échanges, sous la forme de restrictions quantitatives ou de droits de douane, ont alors été largement levés conformément à l'accord d'adhésion. Notamment, le taux de droits de douane appliqué aux produits importés dans ce pays est passé en moyenne de 16,4 % en 2000 -année précédant celle de l'adhésion à l'OMC- à 5,4 % en 2019².

Cette baisse des droits de douane offrait comme perspective de favoriser la pénétration des produits étrangers sur un marché intérieur chinois, parmi les plus importants au niveau mondial en nombre de consommateurs. Ainsi, comme il ressortait en 2001 de l'examen par le Sénat de la décision du *Conseil établissant la position de la Communauté européenne sur l'adhésion de la République populaire de Chine à l'OMC*³, cet accord d'adhésion « garantira aux produits européens un accès plus favorable aux marchés chinois, sécurisera les investissements et permettra l'application du système organisé de règlement des différends ». Pour les économies avancées, largement importatrices nettes de biens d'origine chinoise au début des années 2000, c'était notamment l'espoir de rééquilibrer leurs échanges bilatéraux avec la Chine. Mais au bout du compte, qu'en a-t-il été pour la France : comment a évolué le déficit bilatéral de la France avec la Chine sur la période ? Les exportations depuis 20 ans vers la Chine ont-elles bénéficié de cette adhésion ? Et comment ont évolué les importations venues de Chine par rapport aux années 2000 : leur nature s'est-elle modifiée ?

Le déficit commercial entre la France et la Chine a continué de se détériorer après l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001

Depuis l'adhésion de la Chine à l'OMC, le déficit de la France avec ce pays s'est nettement accru. Il a été multiplié par près de cinq (soit +21,4 milliards d'euros ; cf. Figure 1) entre 2000 et 2019. L'accroissement de ce déficit bilatéral s'est constitué principalement durant la décennie qui a suivi cette adhésion à l'OMC. La hausse du déficit a été très dynamique pendant la période 2000-2010 (+17,0 Md€ dans l'intervalle), avant de s'atténuer entre 2010 et 2019 (+4,4 Md€). Au total, la Chine qui en 2000 représentait le 4^e plus important déficit bilatéral de la France est devenu le 1^{er} à compter de 2008 et n'a plus quitté cette position depuis. En 2019, ce déficit bilatéral était de loin devant celui observé avec l'Allemagne (15,2 Md€ ; cf. Figure 2), les Pays-Bas (7,7 Md€), l'Italie (5,9 Md€) et l'Irlande (4,2 Md€).

Figure 1 : Évolution du solde commercial avec la Chine (en Md€)



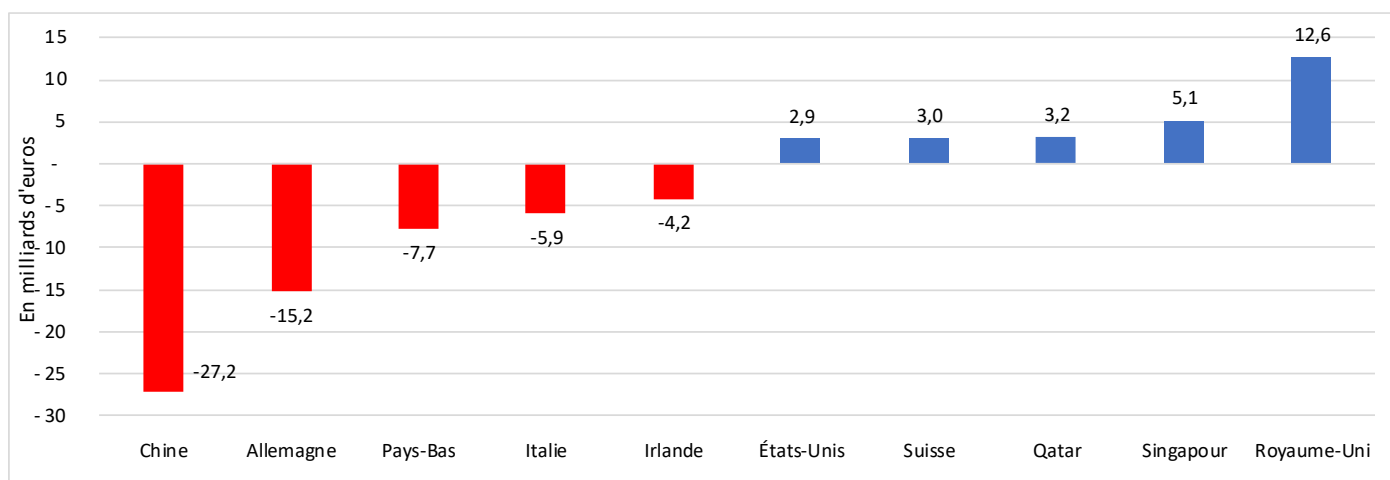
Source : DGDDI ; données CAF/FAB, hors matériel militaire

¹ Par simplification, dans la suite de la publication, bien que les échanges avec Hong-Kong soient comptabilisés dans ces échanges bilatéraux, nous parlerons d'échange avec la Chine plutôt que vers la Chine et Hong-Kong. Hong-Kong a intégré l'OMC en 1995.

² Estimation de la Banque mondiale calculée comme la moyenne simple des taux de droits de douane appliqués à chaque produit importé en Chine (<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/TM.TAX.MRCH.SM.AR.ZS?locations=CN>).

³ Examen du Sénat dans le cadre de l'article 82 de la Constitution du 23/10/2001 (<https://www.senat.fr/ue/pac/E1837.html>)

Figure 2 : Principaux excédents et déficits de la France en 2019, par pays partenaire (en Md€)



Source : DGDDI ; données CAF/FAB, hors matériel militaire

Encadré : Hausse temporaire du déficit en 2020 ne reflétant pas la tendance passée

En 2020, la hausse du déficit avec la Chine a été particulièrement importante (+7,0 Md€), après la modération observée entre 2010 et 2019. À l'exportation, sur l'année les ventes de produits de l'aéronautique à la Chine ont chuté (- 5,2 Md€) tandis que les importations de produits liés à la crise sanitaire ont bondi (+4,8 Md€ de masques de protection) ; le déficit s'est envolé à 34,7 milliards d'euros. En outre, sur les 9 premiers mois de l'année 2021, le déficit avec la Chine a diminué de 13 % par rapport à la même période de 2020, alors même que les exportations françaises d'aéronautique n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant crise.

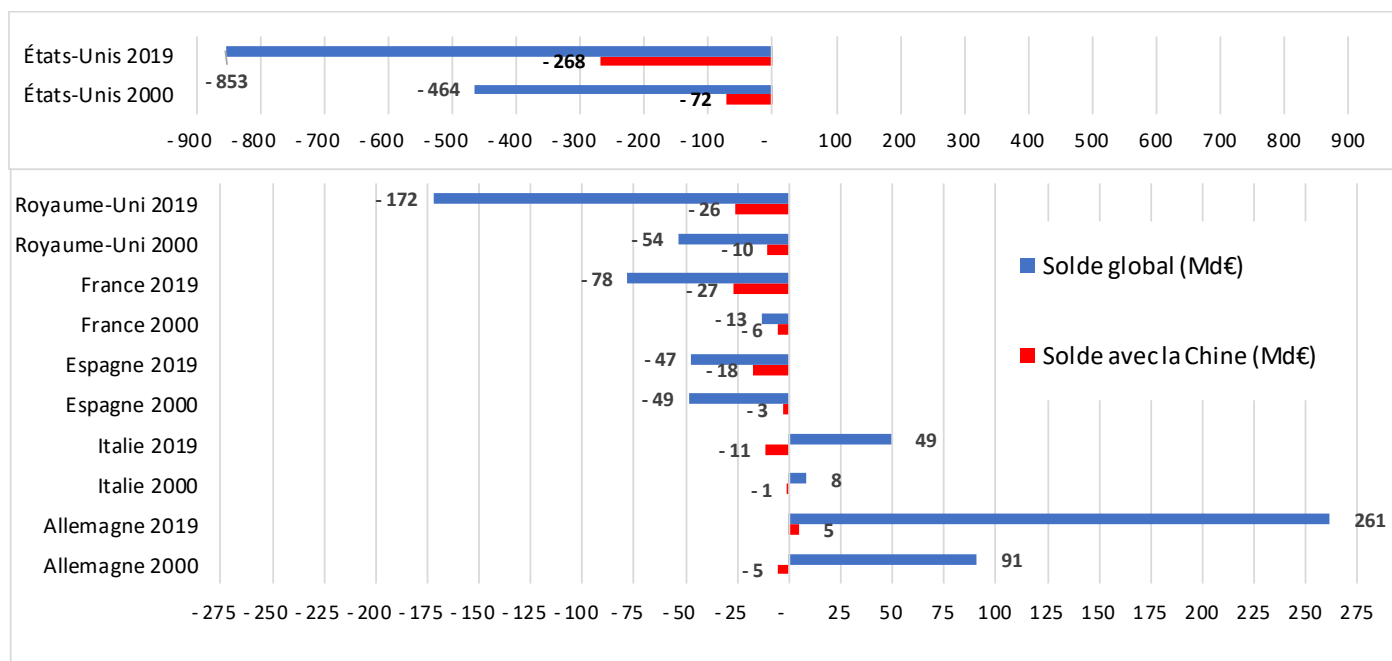
Au total, l'ampleur de cette augmentation, inédite depuis 2000, est spécifique à la crise de la Covid 19 et ne peut être considérée comme un changement durable de tendance par rapport à la période 2010-2019. L'évolution des échanges en 2020 ne reflétant donc pas les tendances constatées sur les 20 dernières années, cette année est donc sortie des analyses de cette étude.

Le déficit de nos principaux partenaires commerciaux vis-à-vis de la Chine s'est également fortement accru depuis 2000, excepté pour l'Allemagne

L'Allemagne mise à part, à l'instar de la France le déficit commercial avec la Chine s'est également sensiblement dégradé chez nos principaux partenaires commerciaux (cf. Figure 3). Ainsi, entre 2000 et 2019, le déficit commercial vis-à-vis de la Chine a été multiplié par près de quatre aux États-Unis (+196 Md€ entre 2000 et 2019), par un peu moins de trois au Royaume-Uni (+16 Md€), par six en Espagne (+14 Md€) et par onze en Italie (+10 Md€). *A contrario* des autres pays partenaires étudiés, l'Allemagne est passée d'un déficit de 5 Md€ en 2000 à un excédent de 5 Md€ en 2019.

Sur la période, si le poids de la Chine dans le déficit global a reculé pour la France en passant de 43 % du déficit en 2000 à 35 % en 2019, il s'est même renforcé chez certains de nos partenaires. Ainsi aux États-Unis il est passé de 15 % du déficit en 2000 à 31 % en 2019, et en Espagne il est passé de 6 % à 37 %.

Figure 3 : Solde commercial global et solde avec la Chine de nos principaux partenaires en 2000 et 2019 (en Md€)



Sources : DGDDI pour la France ; CEPII pour les autres pays.

Malgré le rééquilibrage du modèle de croissance chinois en direction de sa demande intérieure, notre déficit bilatéral avec la Chine a continué de croître tendanciellement

Depuis 2001, il n'a pas été constaté de rééquilibrage des échanges bilatéraux de la France avec la Chine et Hong-Kong. Les taux de croissance annuels des exportations et des importations ont en effet peu varié entre la période précédant l'accession de la Chine à l'OMC (1993-2001) et celle lui succédant (2002-2010). En particulier, sur les deux périodes, la croissance annuelle de nos importations a été plus vive que celle de nos exportations : l'écart est de l'ordre de 4 points de pourcentage par an (cf. Figure 4). Sur la période 2011-2019, dans le sillage de la baisse de la demande intérieure française durablement affectée par la crise de 2008 puis par celle des dettes souveraines de 2011, et du rééquilibrage du modèle de croissance chinois en direction de la demande intérieure et des services au détriment du commerce extérieur⁴, ces taux de croissance ont nettement reculé – la croissance des ventes de biens à la Chine durant ces années ayant même été en moyenne plus dynamique que celle de nos achats – permettant de stabiliser le déficit sans pour autant l'améliorer.

Figure 4 : Taux de croissance annuel moyen des importations et des exportations France-Chine

	1993-2001	2002(**)-2010	2011-2019
Taux de croissance annuel moyen des exportations *	11,1 %	11,8 %	5,1 %
Taux de croissance annuel moyen des importations *	15,1 %	15,2 %	3,2 %

Source : DGDDI ; données CAF/FAB, hors matériel militaire.

(*) Exportations et importations en valeur.

(**) La Chine ayant adhéré à l'OMC fin 2001, les évolutions post-adhésion sont calculées à partir de 2002.

Le textile reste le premier poste d'importations originaires de Chine ...

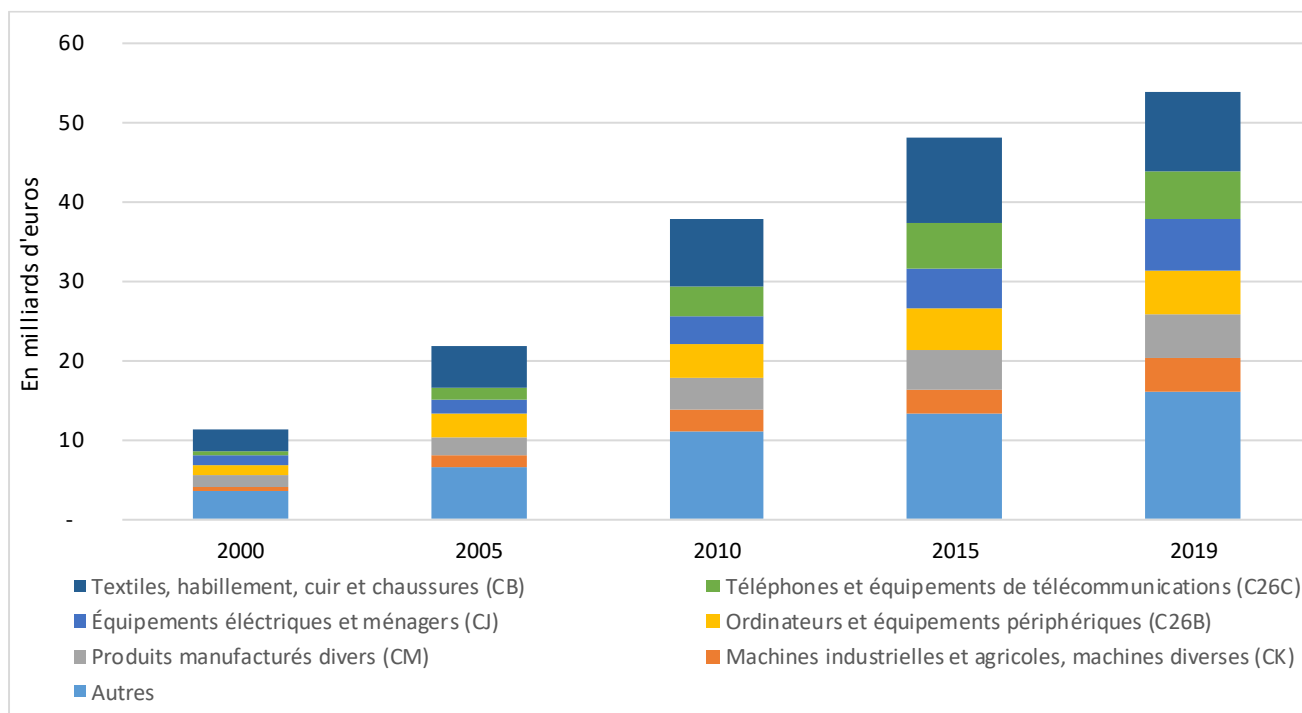
Avec 9,9 Md€ d'achats à la Chine en 2019, les produits du textile, de l'habillement, du cuir et des chaussures sont le premier poste d'importations originaires de Chine et représentent un cinquième du total de nos importations (cf. Figure 5). Compte tenu de leur poids dans les importations originaires de Chine et de leur dynamisme sur la période (+6,8 % de croissance annuelle moyenne entre 2000 et 2019), ils représentent le 1^{er} contributeur à la hausse totale en valeur

⁴ Notamment la part des exportations dans le PIB de la Chine est passée de 35 % en 2006 à 18 % en 2018 (Trésor Eco n°259, mai 2020).

des importations originaires de Chine depuis 2000. Ils sont pour l'essentiel destinés à la grande distribution française et aux enseignes de vêtements d'entrée de gamme.

Une autre partie de nos importations originaires de Chine est consacrée aux biens de consommation peu avancés technologiquement. En 2019, 2,7 Md€ sont dépensés pour les articles de sport, jeux, jouets et produits manufacturés divers et 1,5 Md€ pour les meubles. Ces montants ont été multipliés par trois par rapport à 2000.

Figure 5 : Évolution des principaux produits originaires de Chine importés par la France de 2000 À 2019 (en Md€)



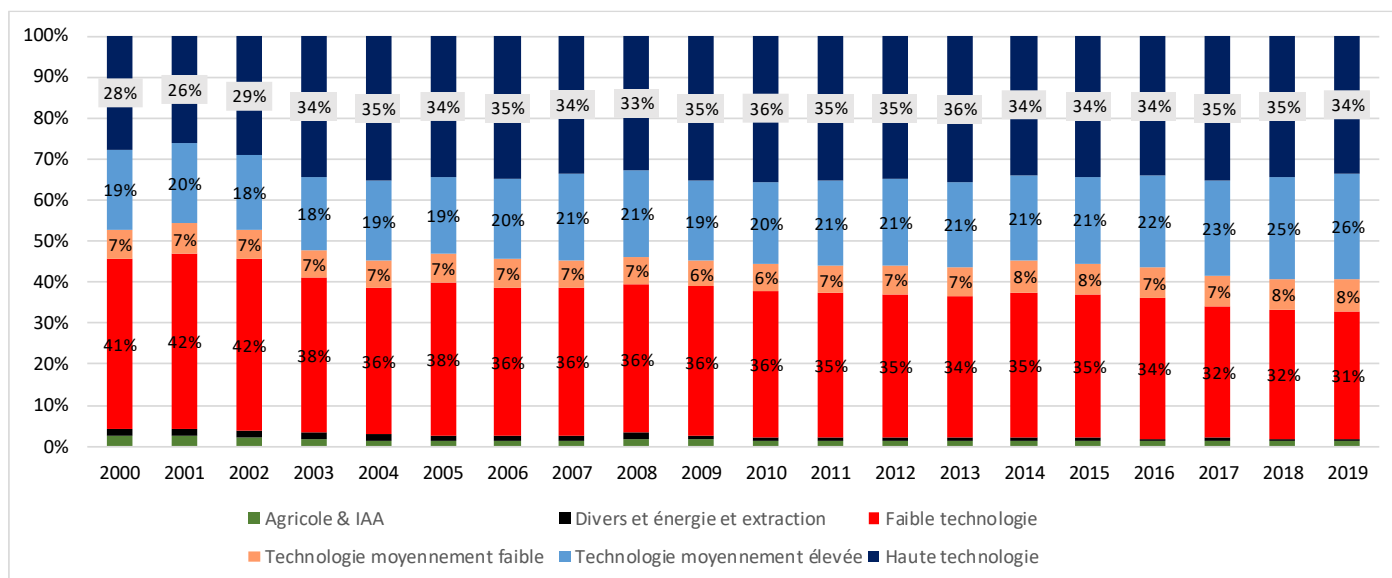
Source : DGDDI ; données CAF/FAB, hors matériel militaire.

... mais la structure des marchandises importées de Chine a évolué vers des produits de plus en plus avancés technologiquement

Entre 2000 et 2019, la part des produits chinois importés de haute technologie ou de technologie moyennement élevée s'est nettement accrue (+13 points) au point de devenir majoritaire depuis 2003 et d'atteindre 59 % des importations de cette provenance en 2019 (cf. Figure 6). Cette croissance traduit une modification de la nature technologique des produits originaires de Chine, qui se retrouve également dans la nature économique des biens importés de ce pays : en majorité à destination de la consommation des ménages au début des années 2000, les importations originaires de Chine sont, une vingtaine d'années plus tard, en majorité destinées à l'investissement et à la consommation intermédiaire (c'est-à-dire des produits destinés à être des intrants du processus de production des entreprises) (cf. annexes, Figure A2.2).

Ainsi, la hausse de la part en valeur des produits de haute technologie (+6 points) s'explique par l'augmentation des importations de téléphones et d'équipements de communication (+8 points). La part des produits de technologie moyennement élevée s'accroît également (+7 points), tirée par les machines et équipements d'usage général tels que les parties et accessoires d'imprimantes, de machines à copier et à télécopier, les mélangeurs et mitigeurs sanitaires, les perceuses électriques (+3 points) et les appareils ménagers (+2 points). Ces augmentations (cf. annexes, Figure A3.1) sont aussi responsables de la hausse de la part des biens d'investissement entre 2000 et 2019, passant de moins d'un quart des importations totales d'origine chinoise vers la France à plus d'un tiers.

Figure 6 : Évolution du niveau technologique des importations en France de produits d'origine chinoise depuis 2000



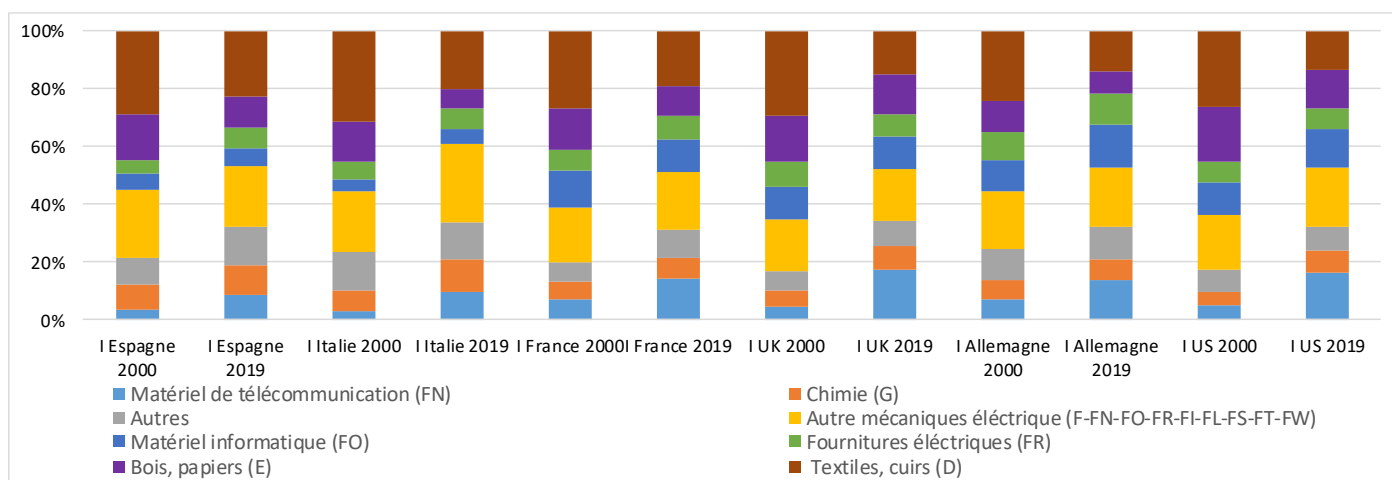
Source : DGDDI ; données CAF/FAB, hors matériel militaire. [Classification des 4 niveaux technologiques : méthodologie CEPII](#)

Une situation partagée avec nos principaux partenaires et liée aux spécialisations de la Chine

En 2000 comme en 2019, la structure des importations de la France originaires de Chine est proche de celle de ses principaux partenaires commerciaux : cette similarité rend compte des spécialisations commerciales de la Chine. En effet, les principaux produits exportés par la Chine au niveau mondial en 2000 (par ordre décroissant le textile, le bois, papier, le matériel informatique, la chimie et le matériel de télécommunication) et en 2019 (par ordre décroissant le textile, le matériel de télécommunication, la chimie, le matériel informatique, le bois, papier et les fournitures électriques) sont aussi ceux les plus importés par la France et les autres pays analysés.

Si les principaux produits importés de Chine par les pays partenaires analysés sont restés les mêmes depuis 2000, leur positionnement relatif a pu se modifier légèrement (*cf.* Figure 7). Ainsi, comme en France, la part du matériel de télécommunication s'est accrue (entre +5 points en moyenne en Espagne et +13 points au Royaume-Uni) en contrepartie d'une baisse de la part du textile (entre - 6 points en Espagne et - 14 points au Royaume-Uni) et, dans une moindre mesure, de celle des produits du bois-papier (de - 2 points au Royaume-Uni à - 7 points en Italie).

Figure 7 : Évolution de la structure des importations de l'Espagne, l'Italie, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les États-Unis avec la Chine entre 2000 et 2019



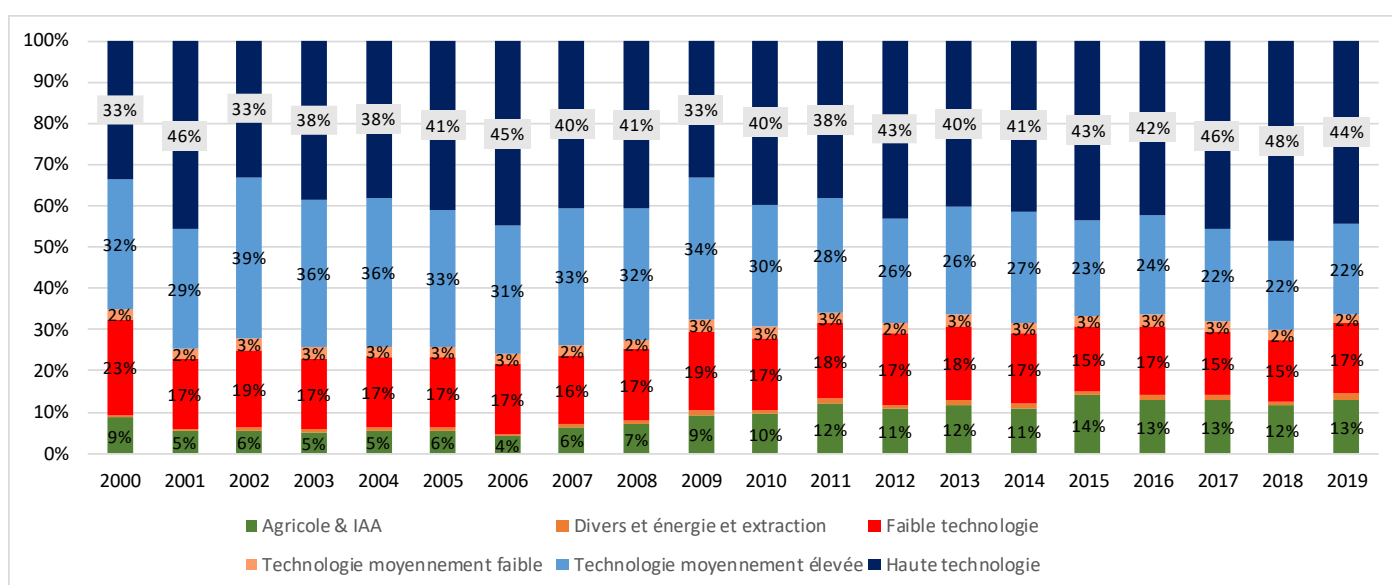
Source : CEPII

Dans le même temps, portées par l'aéronautique les exportations de biens de haute technologie vers la Chine ont tendanciuellement augmenté

Entre 2000 et 2019, la part des biens de haute technologie ou de technologie moyennement élevée dans les exportations de la France vers la Chine s'est maintenue à un niveau important : il a fluctué entre deux-tiers et trois-quarts des exportations vers cette destination. Cette stabilité cache tout de même une hausse tendancielle de la part des produits de haute technologie au détriment de ceux de technologie moyennement élevée.

Ainsi, la part de biens de haute technologie dans l'ensemble des exportations a globalement progressé entre 2000 et 2019 (de +11 points ; cf. Figure 8) : la croissance de 23 points entre ces deux années de la part de l'aéronautique dans nos exportations bilatérales explique l'essentiel de cette hausse. *A contrario*, dans le même temps la part des exportations des produits de technologie moyennement élevée a diminué (-10 points), tout comme celle des biens intermédiaires, passant d'un tiers en 2000 à moins d'un sixième en 2019 en raison notamment d'une baisse du matériel électrique (- 6 points).

Figure 8 : Évolution du niveau technologique des exportations françaises vers la Chine depuis 2000

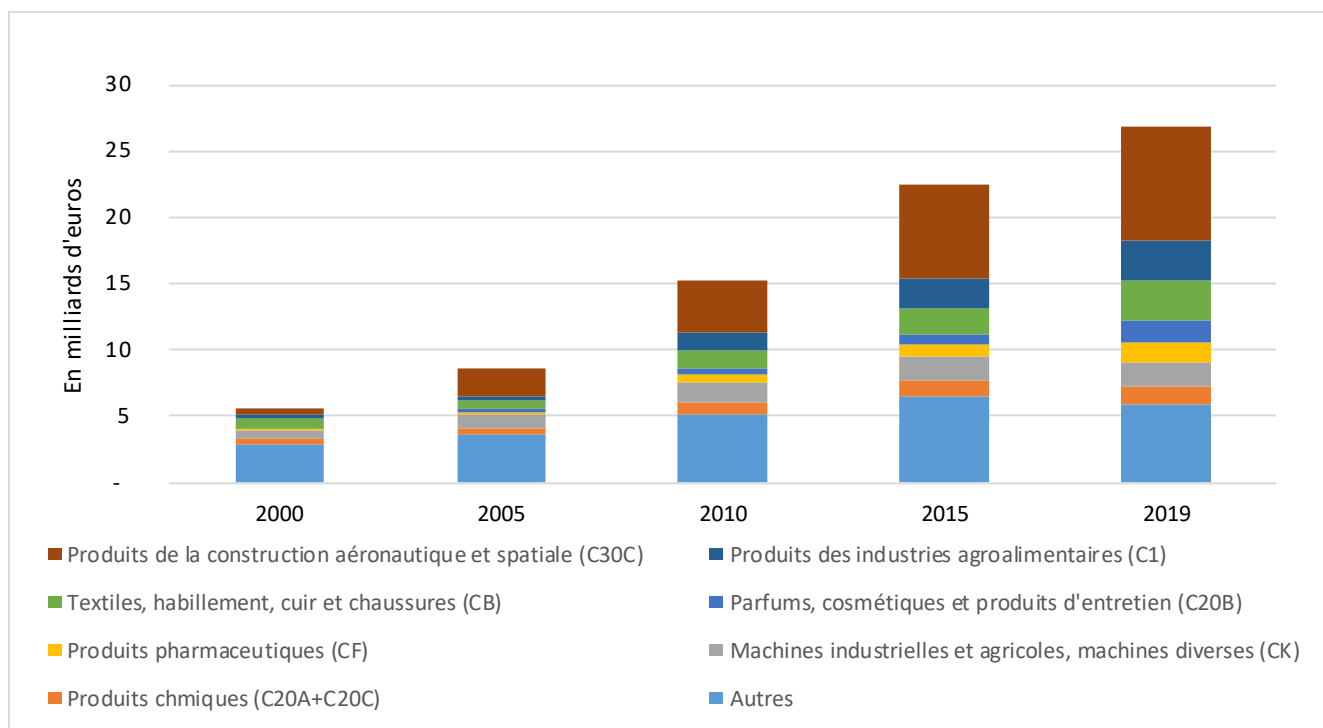


Source : DGDDI ; données CAF/FAB, hors matériel militaire. [Classification des 4 niveaux technologiques : méthodologie CEPII](#)

En 2019, les produits aéronautiques représentent donc le premier poste d'exportations françaises vers la Chine avec 8,6 Md€ de ventes, soit environ un tiers du total. Essentiellement composées d'avions et de moteurs d'avions, ces ventes enregistrent une forte progression depuis 2000 (+8,1 Md€) et constituent de loin le 1^{er} contributeur à la hausse totale en valeur des exportations françaises vers cette destination. Le montant des ventes de textile-habillement-cuir-chaussures, deuxième poste d'exportation, est trois fois moins important (cf. Figure 9) ; en 2000, les ventes de textile-habillement-cuir-chaussures (0,7 Md€) dépassaient celles des produits aéronautiques (0,5 Md€).

Au total, hors aéronautique, la part des produits de haute technologie diminuerait sur l'intervalle, tirée par la baisse des téléphones et équipements de communication (-7 points) et des composants et cartes électroniques (- 5 points).

Figure 9 : Évolution des principaux produits français exportés vers la Chine de 2000 À 2019 (en Md€)



Source : DGDDI ; données CAF/FAB, hors matériel militaire.

Outre l'aéronautique, les ventes de produits de luxe ont également contribué au dynamisme global de nos exportations vers la Chine

Les ventes des produits de luxe dans l'alimentaire, l'habillement et les cosmétiques ont constitué depuis une vingtaine d'années un segment dynamique des exportations françaises vers la Chine. Ainsi, les ventes de produits agricoles et agroalimentaires ont augmenté en tendance depuis une vingtaine d'années : leur part dans nos exportations vers la Chine a progressé de +4 points entre 2000 et 2019 (cf. Figure 8). Composées en grande partie de vins de Bordeaux et de cognacs, les exportations de produits des industries agroalimentaires témoignent de par leur prix élevé du positionnement haut de gamme d'une partie de nos exportations.

De même, nos ventes à la Chine de textile-habillement-cuir-chaussures ainsi que de parfums et cosmétiques ont été particulièrement dynamiques sur les deux dernières décennies (+8,2 % et +15,4 % respectivement en moyenne annuelle sur la période ; cf. Figure 9). Les produits du textile, de l'habillement, du cuir et des chaussures ont significativement contribué à la croissance à la fois des importations et des exportations avec la Chine. Toutefois, les produits échangés ne sont pas de même nature selon le flux : les importations sont pour l'essentiel destinées à la grande distribution française et aux enseignes de vêtements d'entrée de gamme, tandis que les exportations françaises de ces produits sont réalisées par des marques de luxe.

Au total, en 2019 les produits agricoles et alimentaires, ceux du textile-habillement-cuir-chaussures ainsi que les parfums et cosmétiques représentent 29 % du total de nos exportations en Chine. Ces produits, plutôt haut de gamme, ont vu leur part augmenter de 10 points par rapport à 2000.

Méthodologie

Par souci de simplicité et d'exhaustivité, le terme "Chine" utilisé dans cette étude regroupe la Chine et Hong-Kong. En effet, 5,2 Md€ d'exportations françaises sont comptabilisées à destination de Hong-Kong en 2020 alors qu'elles sont très vraisemblablement essentiellement destinées à la Chine.

Les comparaisons internationales reposent sur la base CHELEM (Comptes harmonisés sur les échanges et l'économie mondiale) du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). Cette base met en cohérence et harmonise les données issues de diverses sources. Ces données peuvent ne pas être totalement identiques aux données des douanes françaises. La dernière année disponible au moment de cette étude est 2019.

Les produits hors énergie sont parfois partitionnés en trois groupes dans le cadre de cette étude : biens de consommation, biens d'investissement, biens intermédiaires. L'analyse mensuelle du commerce extérieur disponible sur le site <https://lekiosque.finances.gouv.fr/> permet d'en savoir davantage sur ces catégories.

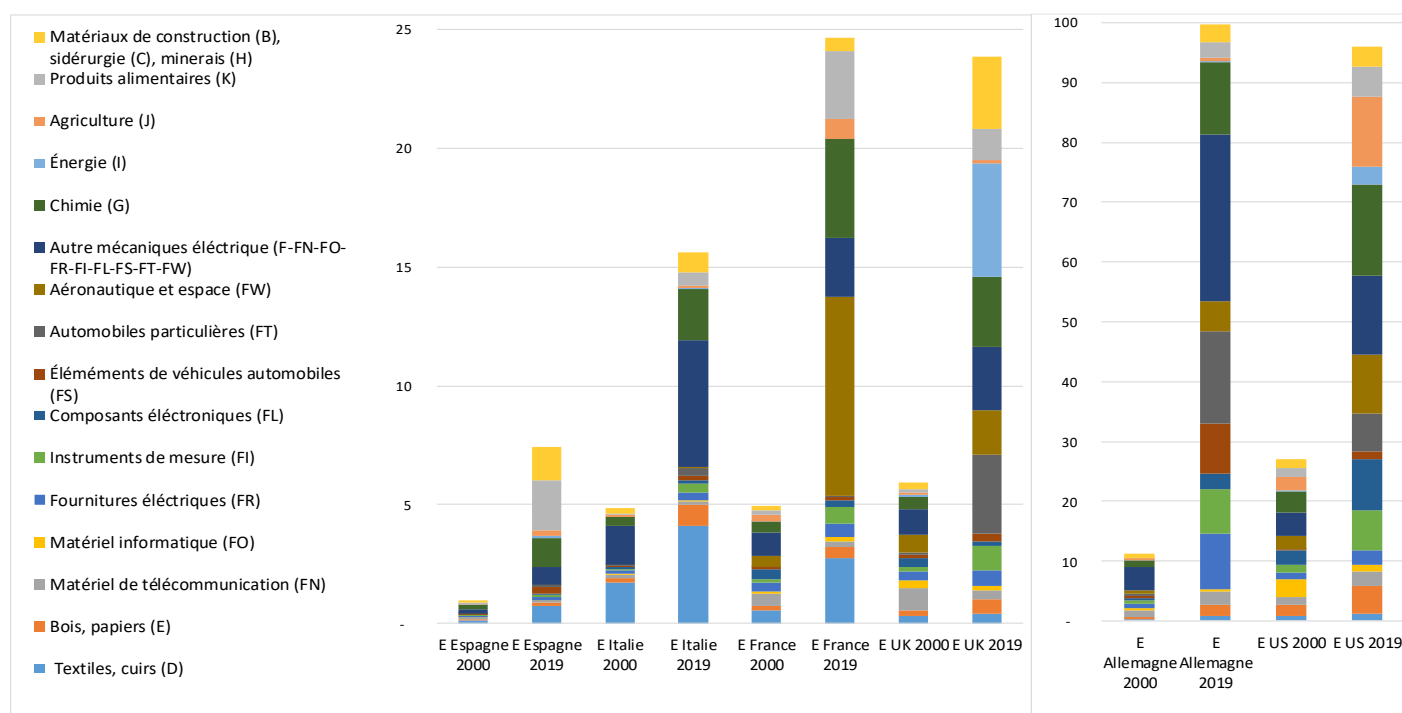
Pour en savoir plus :

[COLIN Célia, « Les Mutations économiques de la Chine depuis 20 ans », Trésor-éco No I 259, mai 2020](#)

[Françoise Lemoine, Deniz Unal, « Mutations du commerce extérieur chinois », la lettre du CEPII, mars 2015](#)

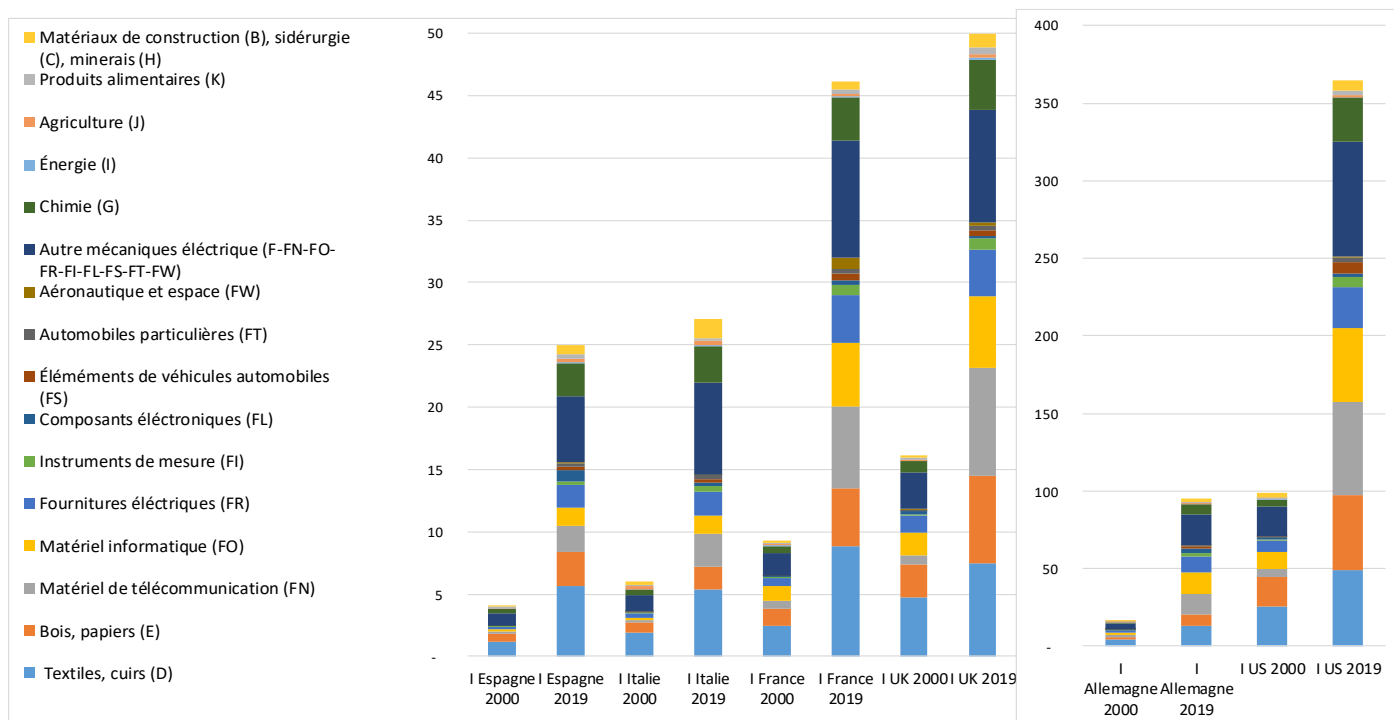
ANNEXES

Figure A1.1 : Évolution des exportations (E) de la France, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les États-Unis vers la Chine entre 2000 et 2019 (en Md€)



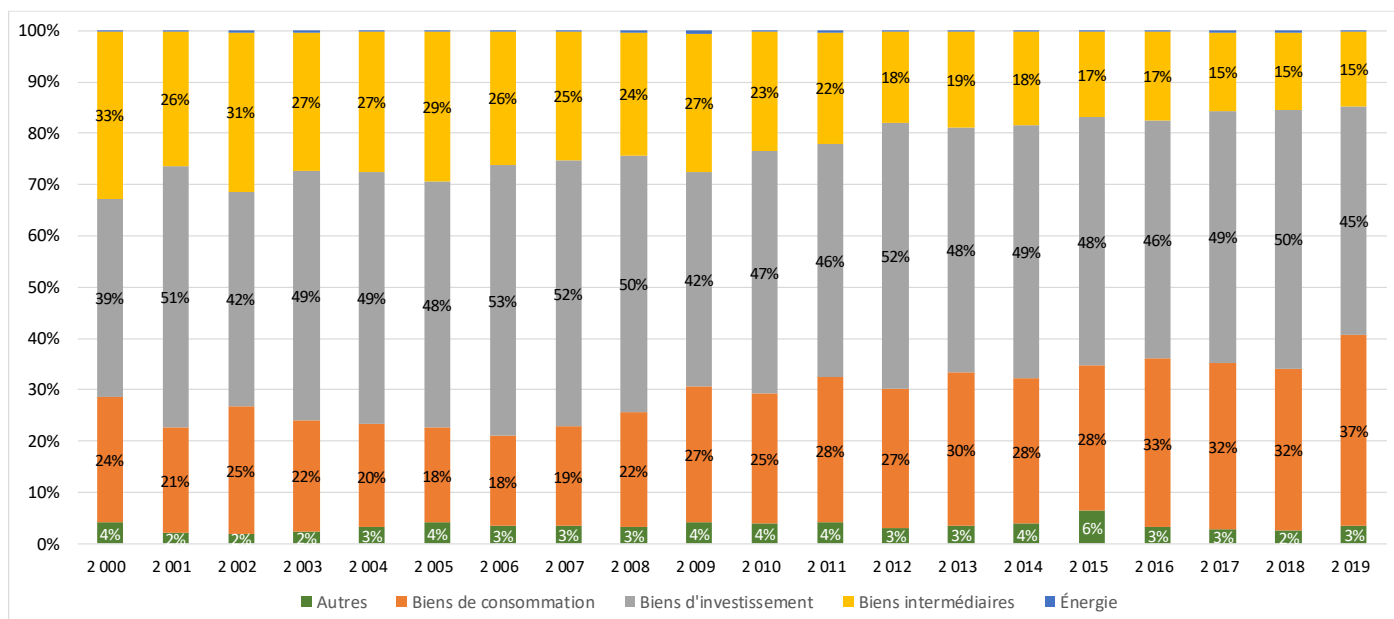
Source : CEPII

Figure A1.2 : Évolution des importations (I) de la France, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les États-Unis originaires de Chine entre 2000 et 2019 (en Md€)



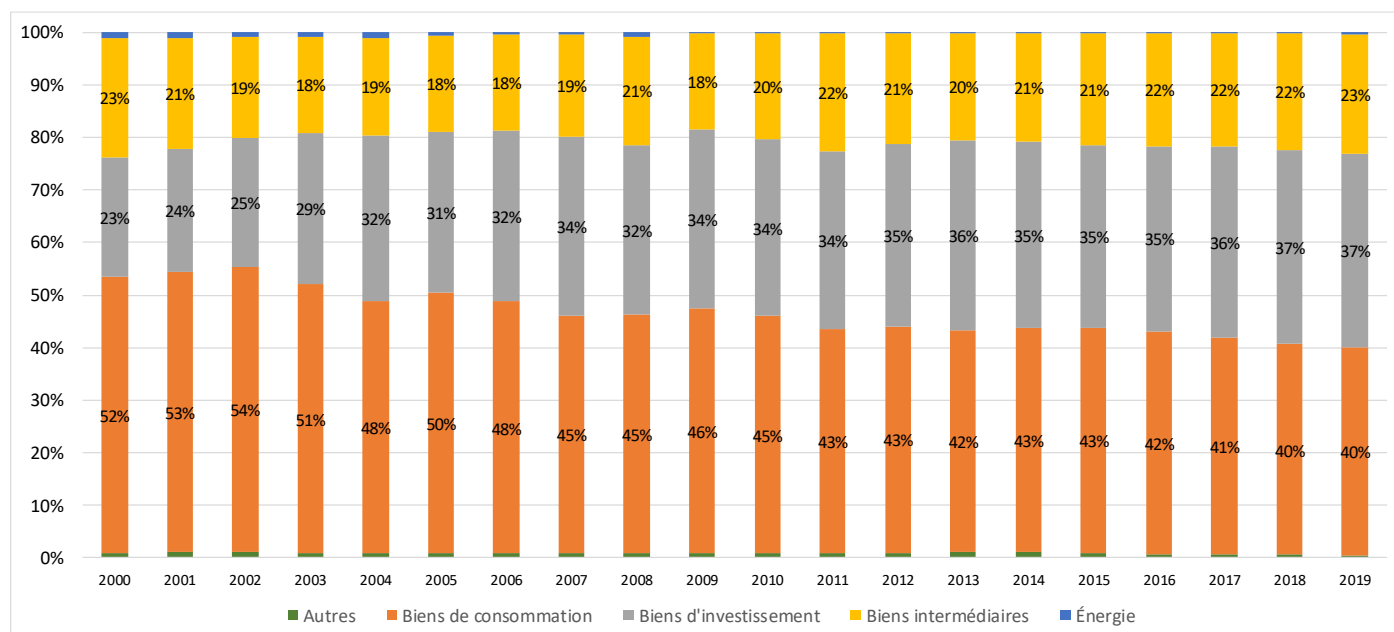
Source : CEPII

Figure A2.1 : Évolution de la part des biens intermédiaires, d'investissement et de consommation (MIGS) dans les exportations françaises vers la chine depuis 2000



Source : DGDDI

Figure A2.2 : Évolution de la part des biens intermédiaires, d'investissement et de consommation (MIGS) dans les importations d'origine chinoise en France depuis 2000



Source : DGDDI

Figure A3.1 : Évolution de la part des biens intermédiaires, d'investissement et de consommation (MIGS*) dans les importations originaires de Chine avec leurs principales composantes

A129	Libellé	2000	2019
Biens de consommation		52%	40%
C14Z	Articles d'habillement	14%	11%
C15Z	Cuir, bagages et chaussures	8%	5%
C26D	Produits électroniques grand public	7%	4%
C27A	Appareils ménagers	3%	4%
C32C	Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers	10%	5%
Autres		11%	10%
Biens d'investissement		23%	37%
C26B	Ordinateurs et équipements périphériques	10%	10%
C26C	Téléphones et équipements de communication	4%	11%
C28A	Machines et équipements d'usage général	4%	7%
Autres		5%	9%
Biens intermédiaires		23%	23%
C25E	Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux	3%	4%
C27B	Matériel électrique	9%	8%
Autres		11%	11%
MIG Énergie		1%	0%
Autres		1%	0%

Source : DGDDI

Figure A3.2 : Évolution de la part des biens intermédiaires, d'investissement et de consommation (MIGS*) dans les exportations françaises vers la Chine avec leurs principales composantes

A129	Libellé	2000	2019
Biens de consommation		24%	37%
C11Z	Boissons	3%	6%
C20B	Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	2%	6%
C21Z	Produits pharmaceutiques	2%	6%
Autres		17%	19%
Biens d'investissement		39%	45%
C30C	Produits de la construction aéronautique et spatiale	9%	32%
C26C	Téléphones et équipements de communication	7%	0%
C28D	Machines diverses d'usage spécifique	5%	2%
Autres		17%	10%
Biens intermédiaires		33%	15%
C26A	Composants et cartes électroniques	7%	1%
C27B	Matériel électrique	9%	3%
Autres		17%	11%
MIG Énergie		0%	0%
Autres		5%	4%

Source : DGDDI